

*Amendement permettant l'application des dispositions
des deux derniers alinéas de l'article 99 du Règlement*

ART. 44

N° 800

ASSEMBLÉE NATIONALE

15 décembre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1985)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 800

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 44

Rétablir cet article dans la rédaction suivante :

« Les crédits de paiement disponibles à la fin de l'année 2023 sur les programmes mentionnés dans le tableau figurant ci-dessous peuvent être reportés en 2024, au-delà de la limite globale de 3 % de l'ensemble des crédits initiaux inscrits sur les mêmes titres du programme. Le montant total des crédits de paiement reportés en 2024 ne peut excéder 5 % des crédits de paiement ouverts par la loi de finances de l'année 2023.

«

INTITULÉ DU PROGRAMME 2023	INTITULÉ DE LA MISSION DE RATTACHEMENT 2023	INTITULÉ DU PROGRAMME 2024	INTITULÉ DE LA MISSION DE RATTACHEMENT 2024
Vie politique	Administration générale et territoriale de l'État	Vie politique	Administration générale et territoriale de l'État
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Administration générale et territoriale de l'État	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Administration générale et territoriale de l'État
Administration territoriale de l'État	Administration générale et territoriale de l'État	Administration territoriale de l'État	Administration générale et territoriale de l'État
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	Cohésion des territoires	Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	Cohésion des territoires
Interventions territoriales de l'État	Cohésion des territoires	Interventions territoriales de l'État	Cohésion des territoires
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Cohésion des territoires	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Cohésion des territoires
Cour des comptes et autres juridictions financières	Conseil et contrôle de l'État	Cour des comptes et autres juridictions financières	Conseil et contrôle de l'État
Conseil d'État et autres juridictions administratives	Conseil et contrôle de l'État	Conseil d'État et autres juridictions administratives	Conseil et contrôle de l'État
Équipement des forces	Défense	Équipement des forces	Défense
Soutien de la politique de la défense	Défense	Soutien de la politique de la défense	Défense

Préparation et emploi des forces	Défense	Préparation et emploi des forces	Défense
Coordination du travail gouvernemental	Direction de l'action du Gouvernement	Coordination du travail gouvernemental	Direction de l'action du Gouvernement
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	Écologie, développement et mobilité durables	Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	Écologie, développement et mobilité durables
Service public de l'énergie	Écologie, développement et mobilité durables	Service public de l'énergie	Écologie, développement et mobilité durables
Développement des entreprises et régulations	Économie	Développement des entreprises et régulations	Économie
Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »	Économie	Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »	Économie
Plan France Très haut débit	Économie	Plan France Très haut débit	Économie
Statistiques et études économiques	Économie	Statistiques et études économiques	Économie
Enseignement scolaire public du premier degré	Enseignement scolaire	Enseignement scolaire public du premier degré	Enseignement scolaire
Enseignement scolaire public du second degré	Enseignement scolaire	Enseignement scolaire public du second degré	Enseignement scolaire
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Gestion des finances publiques	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Gestion des finances publiques
Facilitation et sécurisation des échanges	Gestion des finances publiques	Facilitation et sécurisation des échanges	Gestion des finances publiques

Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Gestion des finances publiques	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Gestion des finances publiques
Immigration et asile	Immigration, asile et intégration	Immigration et asile	Immigration, asile et intégration
Conseil supérieur de la magistrature	Justice	Conseil supérieur de la magistrature	Justice
Administration pénitentiaire	Justice	Administration pénitentiaire	Justice
Conditions de vie outre-mer	Outre-mer	Conditions de vie outre-mer	Outre-mer
Écologie	Plan de relance	Écologie	Plan de relance
Compétitivité	Plan de relance	Compétitivité	Plan de relance
Cohésion	Plan de relance	Cohésion	Plan de relance
Prêts pour le développement économique et social	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	Prêts pour le développement économique et social	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés
Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la covid-19	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la covid-19	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés
Concours spécifiques et administration	Relations avec les collectivités territoriales	Concours spécifiques et administration	Relations avec les collectivités territoriales
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Santé	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Santé
Gendarmerie nationale	Sécurités	Gendarmerie nationale	Sécurités
Sécurité civile	Sécurités	Sécurité civile	Sécurités

Police nationale	Sécurités	Police nationale	Sécurités
Sport	Sport, jeunesse et vie associative	Sport	Sport, jeunesse et vie associative
Transformation publique	Transformation et fonction publiques	Transformation publique	Transformation et fonction publiques
Innovation et transformation numériques	Transformation et fonction publiques	Innovation et transformation numériques	Transformation et fonction publiques

»

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 15 de la loi organique de finances (LOLF) prévoit que les crédits de paiements disponibles à la fin de l'année peuvent être reportés, dans la limite de 3 % des crédits initiaux inscrits sur le même programme, et que ce plafond peut être majoré par une disposition de loi de finances.

Le présent article fixe la liste des programmes bénéficiant d'une telle exception. Il est ainsi proposé de déroger au plafond de l'article 15 de la LOLF pour les programmes suivants :

- « Vie politique » de la mission « Administration générale et territoriale de l'État » au titre des dépenses engagées par les candidats en 2023, principalement dans le cadre des élections sénatoriales ;
- « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » de la mission « Administration générale et territoriale de l'État », au titre du financement des réparations après les violences urbaines ;
- « Administration territoriale de l'État » de la mission « Administration générale et territoriale de l'État », au titre des projets immobiliers de l'administration territoriale ;
- « Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt » de la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales », au titre du financement des mesures de soutien sectorielles destinées à pallier les conséquences économiques de la crise ukrainienne et de l'influenza aviaire ;
- « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture » de la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » compte tenu des décalages d'opérations informatiques destinées à l'optimisation des systèmes d'information et de l'évolution des outils ;
- « Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation » de la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales », au titre du financement des impacts sanitaires de la crise de l'influenza aviaire et des dépenses relatives à la refonte et à la modernisation des systèmes d'information ;

-
- « Interventions territoriales de l'État » de la mission « Cohésion des territoires » au titre du financement du plan de transformation et d'investissement pour la Corse ;
 - « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » de la mission « Cohésion des territoires », en raison du risque de décalage des décaissements sur 2024 ;
 - « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » de la mission « Cohésion des territoires », compte tenu du décalage d'opérations de rénovation thermique du parc social ;
 - « Cour des comptes et autres juridictions financières » de la mission « Conseil et contrôle de l'État » compte tenu du rattachement tardif de recettes destinées au financement du schéma pluriannuel de la stratégie immobilière ;
 - « Conseil d'État et autres juridictions administratives » de la mission « Conseil et contrôle de l'État » compte tenu du décalage de plusieurs opérations immobilières et informatiques ;
 - « Équipement des forces » de la mission « Défense », en raison du risque de décalage des dépenses, suite à l'augmentation des ressources en cours de gestion ;
 - « Soutien de la politique de la défense » de la mission « Défense », en raison du risque de décalage des décaissements permettant d'assurer l'entrée dans la trajectoire de la LPM 2024-30 ;
 - « Préparation et emploi des forces » de la mission « Défense » en raison du risque de décalage des dépenses, suite à l'augmentation des ressources en cours de gestion ;
 - « Coordination du travail gouvernemental » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement », au titre des projets informatiques pluriannuels de la DINUM et du SGDSN ;
 - « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » de la mission « Écologie, développement et mobilité durables », en raison du risque de décalage des décaissements sur 2024 ;
 - « Service public de l'énergie » de la mission « Écologie, développement et mobilité durables », afin de tenir compte de l'évolution des prix de marché de l'énergie qui sont orientés à la baisse, induisant relativement des moindres dépenses sur certains dispositifs de protection des consommateurs en 2023 et une hausse des dépenses de soutien aux énergies renouvelables en 2024 ;
 - « Développement des entreprises et régulations » de la mission « Economie » au titre du financement de l'aide aux entreprises érgo-intensives ;
 - « Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » de la mission « Economie » afin de couvrir les besoins de financement d'opérations d'investissement reportées ;
 - « Plan France Très haut débit » de la mission « Economie », au titre du financement des conseillers numériques ;
 - « Statistiques et études économiques » de la mission « Economie », au titre du décalage de projets immobiliers ;

-
- « Enseignement scolaire public du premier degré » de la mission « Enseignement scolaire », au titre du financement du Fonds d'innovation pédagogique ;
 - « Enseignement scolaire public du second degré » de la mission « Enseignement scolaire », au titre du financement du Fonds d'innovation pédagogique ;
 - « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières » de la mission « Gestion des finances publiques », au titre du lancement du projet immobilier Vincent Auriol ;
 - « Facilitation et sécurisation des échanges » de la mission « Gestion des finances publiques », au titre du financement des contentieux ;
 - « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local » de la mission « Gestion des finances publiques », au titre du décalage de projets immobiliers et informatiques ;
 - « Immigration et asile » de la mission « Immigration, asile et intégration », au titre de la prise en charge de certaines dépenses liées à l'accueil des réfugiés d'Ukraine, notamment en matière d'hébergement ;
 - « Conseil supérieur de la magistrature » de la mission « Justice » compte tenu du glissement prévisionnel des paiements sur des dépenses déjà engagées ;
 - « Administration pénitentiaire » de la mission « Justice », au titre des projets immobiliers du ministère ;
 - « Conditions de vie outre-mer » de la mission « Outre-Mer », au titre des dépenses pour l'eau à Mayotte ;
 - « Ecologie » de la mission « Plan de relance » compte tenu de paiements, sur des dispositifs déjà engagés, qui pourraient être décalés en 2024, notamment au titre des investissements relatifs à la rénovation énergétique, par nature soumis à des aléas calendaires dans leur réalisation ;
 - « Compétitivité » de la mission « Plan de relance » compte tenu du calendrier de déploiement et de décaissement de certains dispositifs, déjà engagés, notamment de soutien au tissu industriel dans les territoires ;
 - « Cohésion » de la mission « Plan de relance » compte tenu de paiements sur des dispositifs déjà engagés qui pourraient être décalés en 2024, notamment au titre du plan très haut débit ;
 - « Prêts pour le développement économique et social » de la mission « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » afin de financer les prêts du Fonds de développement économique et social compte tenu du contexte de prix de l'énergie incertains ;
 - « Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la covid-19 » de la mission « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés », compte tenu du contexte international dans le cadre de l'élargissement en mars 2022 de ce programme au plan de résilience économique et sociale et aux entreprises stratégiques et fragilisées par le conflit en Ukraine ;

-
- « Concours spécifiques et administration » de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » au titre de la reconstruction suite aux dégâts causés par la tempête Alex ;
 - « Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins » de la mission « Santé », au titre des avances et de la TVA due sur les marchés passés dans le cadre de l'appel à projet européen *RescUE* visant à la Constitution d'une capacité de réponse à des menaces nucléaire, radiologique, biologique et chimique ;
 - « Gendarmerie nationale » de la mission « Sécurités », au titre du financement des réparations après les violences urbaines ;
 - « Sécurité civile » de la mission « Sécurités », au titre du financement du maintien en condition opérationnelle aéronautique ;
 - « Police nationale » de la mission « Sécurités », au titre du projet Outil de traitement des données hétérogènes (OTDH) et du décalage d'opérations immobilières ;
 - « Sport » de la mission « Sports et Jeux Olympiques et paralympiques », au titre notamment des dispositifs du plan d'équipement de proximité ;
 - « Transformation publique » de la mission « Transformation et fonction publiques », au titre du fonds d'accompagnement de transition écologique ;
 - « Innovation et transformation numériques » de la mission « Transformation et fonction publiques », au titre du dernier appel à projet du Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État (FAST).